

## **LETTRE DE MISSION** **DEFENSE CIVILE**

Chère Madame, Cher Monsieur,

Le cabinet FIDAL, a été officiellement choisi le **16 novembre 2011** par l'Association des Investisseurs en Girardin Industriel Photovoltaïque (**ADIGIP**), en vue d'assurer la défense du collectif de victimes des schémas de défiscalisation mis en œuvre par la société DOM TOM Défiscalisation (DTD) et le groupe LYNX (dirigés par Monsieur Jack-Michael SWORD), et commercialisés par des conseils en gestion de patrimoine.

Vous êtes vous-même **une victime** dans ce dossier et **adhérent de l'Association ADIGIP**.

Vous reconnaissez avoir reçu une copie complète de la proposition d'assistance spécifique de FIDAL concernant la défense civile et reconnaissez en avoir pris connaissance dans son intégralité.

Vous déclarez en accepter tous les termes, et en particulier les modalités financières (montants et modalités de facturation des honoraires), **jointes à la présente**, portant sur la défense judiciaire (honoraires assistance civile).

Vous souhaitez confier la défense de vos intérêts civils au Cabinet FIDAL.

\* \* \* \* \*

Pour nous permettre de diligenter les procédures civiles envisagées, nous vous remercions de nous faire parvenir, avec la présente dûment signée, un chèque de provision établi à l'ordre de FIDAL, dont le montant va varier en fonction du montant de votre investissement total et du nombre d'adhérents ayant mandaté le cabinet FIDAL.

**Nous vous remercions, s'agissant du montant de ladite provision, de vous reporter à la colonne de droite du tableau joint à la présente.**

**Toute lettre de mission devra impérativement être signée, datée et accompagnée du montant de ladite provision susvisée par chèque.**

**Nous vous rappelons que ces modalités financières ne sont prévues qu'à destination des membres de l'association ADIGIP.**

**En cas de refus par l'association de votre demande d'adhésion ou en cas d'exclusion de l'association, nous vous informons que nous ne pourrions pas traiter votre à ces conditions financières « mutualisées » et que nous appliquerons des honoraires correspondant à un traitement non mutualisé de votre dossier qui pourront être significativement supérieurs à ceux mentionnés dans notre proposition d'assistance au profit des membres de l'association.**

## **Conditions générales d'intervention**

### ***1. Définition de la mission***

La mission du Cabinet FIDAL consistera à assurer votre **défense civile** (procédure visant à engager la responsabilité professionnelle des CGPI et de leurs assureurs).

Nos diligences couvriront les procédures suivantes :

➔ **Procédure en référé** contre les CGPI les plus importants, susceptibles d'être en possession de pièces qu'ils n'auraient pas communiquées dans le délai d'un mois imparti par la lettre de réserve envoyée par les adhérents ADIGIP

**(CF : Note relative à la stratégie pénale et civile);**

➔ **Procédure au fond** à l'encontre des CGPI et leurs assureurs pour réclamer la réparation du préjudice subi par chaque victime.

**(CF : Note relative à la stratégie pénale et civile);**

### ***2. Modalités financières de la mission***

Les modalités financières (montants et modalités de facturation des honoraires), jointes à la présente lettre de mission, ne couvrent que les procédures susvisées et sont relatives à des procédures judiciaires de première instance uniquement.

Elles ne comprennent pas les frais liés à la procédure qui resteront à la charge des adhérents, notamment :

- les frais relatifs à la délivrance par huissier de justice des assignations à comparaître signifiées aux différents CGPI et à leurs assureurs.
- les frais introductifs d'instance d'un montant de **35 € par instance.**
- les frais de déplacement éventuels,
- etc....

Ces frais seront mutualisés entre tous les adhérents ayant mandaté le cabinet FIDAL.

### ***3. Exécution de la mission***

Notre mission sera exercée dans les conditions générales fixées par les textes réglementant l'exercice de la profession d'avocat et les usages professionnels.

Les travaux demandés seront réalisés en totale collaboration avec vous-même et en coordination avec les interlocuteurs désignés d'ADIGIP et éventuellement les autres conseils et intervenants qui ont été ou seraient sollicités par l'association et dont les interventions se dérouleront suivant les termes de la mission spéciale confiée à chacun d'eux.

### ***4. Obligations réciproques des parties***

Dans l'accomplissement de sa mission, FIDAL contracte une obligation de moyens pour l'exécution de laquelle le cabinet s'engage à effectuer toutes les diligences qu'impose la sauvegarde des intérêts de son client.

**Les rapports entre l'Avocat et le client sont confidentiels et fondés sur une confiance réciproque.** Pour assurer l'efficacité du concours attendu, vous vous engagez à faire connaître à FIDAL, sans restrictions et avec exactitude, tous les événements, données, opérations ou décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la mission confiée.

### ***5. Responsabilité***

L'assistance apportée au client est fournie sur la base des textes, de la jurisprudence et de la doctrine publiés à la date de l'exécution de la mission.

Après l'achèvement de sa mission, FIDAL n'est tenu d'aucune obligation d'information en cas d'évolution législative ou jurisprudentielle.

Toute action ou toute réclamation relative aux prestations effectuées par FIDAL dans le cadre du présent contrat se prescrit dans un délai de cinq ans à compter de l'achèvement de la mission.

Pour application de la présente clause, seul l'envoi d'une mise en demeure ou la saisine du tribunal visant les prestations de FIDAL peut suspendre la prescription.

Dans le cadre de la présente mission la responsabilité contractuelle de FIDAL et des membres du cabinet est limitée au plus élevé des deux montants suivants : 305 000 € ou le montant des honoraires HT perçus.

## ***6. Loi applicable – différends***

La présente lettre de mission est régie par la loi française. Les différends éventuels autres que ceux concernant le paiement des honoraires nés à l'occasion de la présente mission, sont de la compétence exclusive des juridictions civiles françaises.

### **Pour FIDAL**

Julien COMBIER  
Avocat Associé  
Département Règlement des  
Contentieux  
18, rue Félix Mangini  
CS 99172  
69263 LYON CEDEX 09

Date :

### **Le client**

Mme/Mlle/M.

Adresse :

Signature  
(Précédée de la mention  
« *Bon pour acceptation* »)

Documents à retourner à l'adresse susmentionnée.